



**VILLE DE PAIMPOL**  
**10 Rue Pierre Feutren 22500 PAIMPOL**  
**Tél : 02.96.55.31.70**

**OBJET DU MARCHE :**  
**Programme de voirie 2025**

**SITE :** Ville de PAIMPOL

**Procédure adaptée**

**REGLEMENT DE LA CONSULTATION**  
**(R.C.)**

Date limite de remise des offres :

**Le 10 juin 2025 à 12H00**

## **Article 1 - Objet de la consultation**

La présente consultation, concerne la passation d'un marché public sur procédure adaptée pour des prestations du programme voirie 2025 de la commune de PAIMPOL, conformément aux dispositions de l'article R2123-1 du code de la commande publique.

## **Article 2 - Conditions de la consultation**

### **Nature de la procédure**

Marché passé selon une Procédure Adaptée (MAPA), en application de l'article R2123-1 du code de la commande publique.

### **Décomposition du marché - Forme juridique de l'attributaire**

#### **▪ Tranches**

Le marché est décomposé en tranches, comme suit :

- Tranche ferme : Chemin de Kerpuns, chemin de Poul Ranet, hent Glaz Landeby (tronçon 1), route de Kerfot et chemin de Kerloury (tronçon 1)
- Tranche optionnelle : Hent Maryvonnec, hent Glaz Landeby (tronçon 2), chemin de Kerloury (tronçon 2).

Chaque tranche sera affermée par ordre de service du Maître d'ouvrage.

En cas d'affermissement de la tranche optionnelle, celui-ci se fera, au plus tard, pour le 30 septembre 2025.

#### **▪ Lots**

Il n'est pas prévu de décomposition en lots, car le marché concerne des prestations similaires de réfection de voirie en enrobé.

#### **▪ Phases**

Il n'est pas prévu de décomposition en phases.

#### **▪ Forme juridique de l'attributaire**

Aucune forme de groupement n'est imposée par la personne publique.

### **Prix et règlement des acomptes**

Le marché est traité à prix global et forfaitaire.

Les prix sont réputés fermes et actualisables, conformément aux dispositions des articles R.2112.10 à R.2112-12 du Code de la Commande Publique.

Une avance sera prévue au taux de 5%, pour le marché dont le montant est supérieur à 50 000,00 € hors taxes et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois.

Les règlements sont diminués d'une retenue de garantie d'un taux de 5,0 % calculé sur le montant TTC des prestations.

Les montants ainsi prélevés, sont restitués au titulaire à la fin du délai de garantie de parfait achèvement sauf réserves formulées par l'acheteur et non rectifiées par le titulaire. Le titulaire peut en cours d'exécution du contrat demander le remplacement de la retenue de garantie par une garantie à première demande dans les conditions prévues à l'article R2191-36 du Code de la Commande Publique.

Le règlement des dépenses se fera par mandat administratif suivi d'un virement.

### **Compléments à apporter au cahier des charges**

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au cahier des clauses particulières (C.C.P.).

### **Variantes-Options**

#### **▪ Variantes**

Les variantes sont interdites.

#### **▪ Options**

Sans objet.

### **Délai(s) d'exécution**

Le délai d'exécution du marché global est fixé à 3 semaines maximum pour l'ensemble des tranches.

La date souhaitée de démarrage des travaux est le 15 septembre 2025.

Une période de préparation est prévue du 8 au 12 septembre 2025.

### **Modification de détail au dossier de consultation**

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'apporter au plus tard 8 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

### **Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de remise des offres.

### **Propriété intellectuelle des projets**

Sans objet.

### **Garanties particulières pour matériaux de type nouveau**

Sans objet.

### **Sécurité et protection de la santé des travailleurs**

Application des dispositions de la loi N° 93-1418 du 31 Décembre 1993 et des textes pris pour son application.

### **Contenu du dossier de consultation**

Le dossier de consultation (liste des pièces à fournir au candidat par l'acheteur public) comprend les documents suivants :

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- le présent Règlement de la Consultation (RC)
- l'Acte d'Engagement (AE)
- le Cahier des Clauses Particulières (CCP)
- la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)
- le plan de situation du programme voirie.

Les quantités données dans la DPGF sont indicatives, le candidat est réputé, lors de la remise de son offre, les avoir vérifiées. En cas d'erreur, il ne pourra pas se prévaloir d'un manque d'informations ou d'une erreur dans le DCE.

### **Mise à disposition du dossier de consultation par voie électronique**

Conformément aux dispositions des articles R2132-2 à R2132-14 du code de la commande publique, la personne publique met à disposition le dossier de consultation par voie électronique, uniquement, à l'adresse suivante :

<https://marches.megalis.bretagne.bzh>

**Conseil aux candidats** : Le téléchargement des documents de consultation est libre. Cependant, le candidat est invité à renseigner le nom de l'organisme soumissionnaire, le nom de la personne physique correspondante et une adresse électronique valide permettant de façon certaine une correspondance électronique afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la consultation, notamment les éventuelles précisions ou report de délais.

### **Visite des lieux / Consultation de document sur site**

Une visite des lieux est obligatoire, uniquement sur RDV, auprès de Monsieur Marc POULOIN - Chargé d'études VRD - au 06.08.02.87.47, le 14 mai 2025.

### Article 3 - Présentation des offres

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes:-

#### Pièces de la candidature

Document	Descriptif
<b>Situation juridique</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Lettre de candidature (DC1) et déclaration du candidat (DC2)</li><li>- Déclaration sur l'honneur pour justifier que l'opérateur n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner aux marchés publics prévus aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du Code de la commande publique ;</li><li>- Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail ;</li><li>- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire ;</li><li>- Indication du Numéro de SIRENE ;</li><li>- Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager la société, si le signataire n'est pas le représentant légal de la société ;</li></ul>
<b>Capacité financière</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat, et le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les 3 derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique.</li></ul> <p>Le candidat pourra prouver sa capacité financière par tout autre document considéré comme équivalent par le maître de l'ouvrage s'il est objectivement dans l'impossibilité de produire l'un des renseignements demandés relatifs à sa capacité financière.</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels ;</li></ul>
<b>Capacités techniques et professionnelles</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marché de même nature ;</li><li>- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les 3 dernières années ;</li><li>- Liste des prestations effectuées au cours des 3 dernières années en lien avec l'objet du marché. Le candidat devra indiquer le montant, la date et le commanditaire. Autant que possible, elles seront prouvées par des attestations de bonne exécution.</li></ul>

Le candidat peut remettre un **document unique de marché européen (DUME)** rédigé en français en lieu et place des documents et renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à répondre aux marchés publics, de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière ainsi que des capacités techniques et professionnelles.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que l'acheteur peut obtenir par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit.

Le pouvoir adjudicateur se réserve toutefois la possibilité de demander les renseignements et documents directement au candidat, si les informations fournies ne sont pas correctes (erreur d'adresse électronique, site indisponible, documents non valables ou ne correspondant pas à la demande...).

## **Pièces de l'offre**

Un projet de marché comprenant :

- l'**Acte d'Engagement** (AE) et ses annexes à compléter par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaires du contrat
- la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)) dûment remplie au format Excel et Pdf
- le **mémoire technique** précisant
  - ▣ le phasage des travaux et le calendrier prévisionnel d'intervention sur la commune par postes de travaux.
  - ▣ la signalisation et les moyens mis en place pour le public et le personnel employé sur le chantier. les éléments permettant une prise en considération du développement durable : gestion des déchets de chantier, utilisation de produits recyclés, SOSED...
  - ▣ les moyens et matériels qui seront mis en œuvre pour l'exécution des travaux (qualification du conducteur de travaux, composition de l'équipe affectée aux chantiers, organigramme de l'encadrement du chantier,...)
  - ▣ la nature, provenance des matériaux et fournitures qui seront employés.
  - ▣ les fiches techniques des matériaux proposés (enrobés, bitume, couche d'accrochage, ...).

En outre, pour chaque sous-traitant mentionné dans l'offre, le candidat devra joindre, en plus de l'annexe à l'acte d'engagement :

- les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

***Si le candidat répond via le DUME et décide de sous-traiter une partie du marché ou de recourir aux capacités de sous-traitants pour exécuter une partie du marché, chaque sous-traitant devra remplir un DUME.***

Conformément aux articles R2144-2 et R2144-3 du code de la commande publique, le candidat retenu ne saurait être désigné définitivement comme titulaire du marché qu'à la condition de produire dans un délai imparti par le pouvoir adjudicateur les certificats et attestations à l'article 3.

<b>Article 4 - Conditions d'envoi ou de remise des plis</b>
---

### **Langue et monnaie**

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française ainsi que les documents de présentations associés. Si les documents fournis par le candidat ne sont pas rédigés en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Les offres seront établies en euros.

### **Nature de l'attribution**

Chaque candidat peut présenter une offre dans les conditions suivantes :

Il pourra répondre individuellement (le cas échéant avec des sous-traitants désignés au marché), ou en groupement solidaire ou conjoint.

Dans ce dernier cas, l'un des prestataires membres du groupement devra être désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire, représentant l'ensemble des membres vis à vis du représentant du pouvoir adjudicateur, et chargé de coordonner les prestations des membres du groupement. L'acte d'engagement est un document unique qui indique l'ensemble des prestations que les membres du groupement s'engagent solidairement à réaliser.

Le candidat ne peut pas répondre à la fois en tant que titulaire et en tant que membre d'un groupement.

### **Remise des plis par voie électronique**

Les offres doivent être déposées avant les dates et heures limites indiquées en page de garde, de **manière électronique** sur le profil acheteur : <https://www.megalis.bretagne.bzh>. Les plis envoyés par e-mail ne seront pas acceptés.

Le soumissionnaire transmet son offre en une seule fois. Il est rappelé que, si plusieurs offres sont successivement transmises par un même soumissionnaire, seule est ouverte la dernière offre reçue par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des offres.

La transmission des plis avant les date et heure limites de la consultation est effectuée sous la seule responsabilité des candidats. Il leur est fortement conseillé de procéder au dépôt suffisamment à l'avance avant l'heure de clôture en particulier si les plis sont volumineux.

Tous les plis sont horodatés et font l'objet après dépôt d'un accusé de bonne réception délivré par le profil acheteur. Dans le cas de candidatures groupées, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

Durant toute la procédure, tous les échanges avec l'acheteur se font de manière électronique via le profil acheteur. Les candidats sont invités à alerter l'acheteur sur d'éventuelles erreurs matérielles ou contrariétés d'informations contenues dans les documents de la consultation afin de lever toute ambiguïté en adressant un message sur le profil acheteur. En cas de problème rencontré sur la plateforme, les candidats sont invités à contacter le support technique mis en place sur le profil acheteur MEGALIS.

La notification des échanges électroniques se faisant au moyen de la messagerie électronique, les candidats sont appelés à une vigilance particulière. Le candidat détenant un compte est responsable du paramétrage et de la surveillance de la messagerie (adresse courriel durable, redirection automatique, utilisation d'antispam) et doit s'assurer que les messages envoyés par le profil acheteur ne seront pas traités comme des courriels indésirables.

#### **Liste des formats autorisés pour la transmission électronique des plis :**

- Word
- Excel
- Acrobat Reader (PDF)
- formats de plans : Autocad

L'attention des opérateurs économiques est attirée sur le fait qu'ils doivent limiter au maximum la taille des fichiers transmis, et notamment le poids des éventuelles photos. Des outils sont à cet effet à leur disposition sur la plateforme [megalis.bretagne.bzh](https://www.megalis.bretagne.bzh), service aux entreprises.

### **Signature des plis électroniques**

Il est possible pour les candidats de ne pas signer leur offre. Seule l'offre retenue sera signée électroniquement. Il sera demandé au candidat attributaire de se munir d'un certificat électronique.

**Le Pouvoir Adjudicateur invite tout candidat à privilégier le format de signature électronique PADES (format de signature qui intègre directement le jeton de signature dans le fichier PDF). Cela facilitant les échanges de fichier une fois le marché notifié et, notamment avec le titulaire, la préfecture, la trésorerie. L'outil de signature proposé par la plateforme MEGALIS, vous permettra de signer facilement vos documents dans ce format.**

**Vous trouverez sur la plateforme MEGALIS, des tutoriels vous expliquant comment signer au format PADES**

### **Dispositions relatives à la copie de sauvegarde**

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (clé USB uniquement) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde » ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique n'a pas pu être ouvert, à condition que sa transmission ait eu lieu avant la clôture de la remise des plis.

Ce pli est adressé, impérativement avant le 10 juin 2025 à 12h00, en recommandé avec avis de réception ou remis en main propre contre récépissé à l'adresse indiquée ci-après :

Mairie de Paimpol  
Service des Affaires Juridiques et de la Commande Publique  
10 rue Pierre Feutren – BP 92  
22502 PAIMPOL

### Transmission sur support papier

Conformément au code de la commande publique, la transmission des plis sous support papier n'est plus autorisée depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2018. Par conséquent, toute offre transmise dans ces conditions sera déclarée irrégulière au sens de l'article R2152-2 du code de la commande publique.

## **Article 5 - Jugement des offres**

### Appréciation des candidatures

La vérification des conditions de participation sera effectuée dans les conditions prévues aux articles R.2142-1 à R.2142-14, R.2142-25 R2144-1 du Code de la Commande Publique. Les critères relatifs à la candidature et intervenant pour la sélection sont les **capacités techniques, financières et professionnelles**. Ces capacités sont liées et proportionnées à l'objet du contrat ou à ses conditions d'exécution.

Conformément à l'article R2144-3 du Code de la commande publique, l'acheteur peut décider d'examiner les offres avant les candidatures.

**À l'examen des candidatures**, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou de compléter ces pièces dans un délai maximum de 3 jours à compter de l'envoi de la demande (AR Mégalis faisant foi).

### Appréciation des offres

<b>Les offres sont rejetées sans être classées dans les cas suivants :</b>	
<b>Offre hors délai</b>	Lorsque le pli est reçu par l'acheteur après la date et l'heure limite fixées dans la consultation.
<b>Offre hors profil acheteur</b>	Lorsque le pli est transmis en dehors du profil acheteur.
<b>Offre anormalement basse</b>	Le prix est manifestement sous-évalué, de nature à compromettre la bonne exécution du contrat, et le fournisseur n'apporte pas de justification du prix après demande de l'acheteur, notamment au regard du mode de fabrication, de la solution technique, de l'originalité, de la réglementation applicable ou d'une aide d'Etat. Toute offre paraissant anormalement basse fera l'objet d'une demande écrite de précisions assortie d'un délai impératif de réponse.
<b>Offre inappropriée</b>	L'offre est sans rapport avec les besoins ou exigences exprimés par l'acheteur.
<b>Offre irrégulière</b>	L'offre ne respecte pas les exigences formulées pour la consultation, est incomplète ou méconnaît la législation applicable en matière sociale ou environnementale, malgré une éventuelle demande de régularisation par l'acheteur.
<b>Offre inacceptable</b>	Le prix excède les crédits budgétaires alloués par l'acheteur au contrat.

Le jugement des offres pour déterminer l'offre économiquement la plus avantageuse sera effectuée en fonction des critères de choix figurant ci-dessous, conformément aux articles R.2152-6 à R.2152- 12 du code de la commande publique :

#### ▪ **Note sur le critère prix (sur 60 points)**

La notation s'effectuera suivant la règle arithmétique suivante :

Le plus faible prix total obtient 60 points.

La note (Np) des autres offres est calculée selon la formule suivante :  $Np = 60 \times (p_{\min} / p(x))$

p (x) = prix total de l'autre offre considérée

Seules seront prises en considération les offres recevables (non jugées anormalement basses).

Des précisions pourront être demandées au candidat soit lorsque l'offre n'est pas suffisamment claire et doit être précisée ou sa teneur complétée, soit lorsque l'offre paraît anormalement basse ou encore dans le cas de discordance entre le montant de l'offre d'une part, et les éléments ayant contribué à la détermination de ce montant d'autre part.

Conformément aux articles R.2152-1 et R.2152-2 du Code de la Commande Publique, l'attention des candidats est attirée sur le fait que le pouvoir adjudicateur pourra demander la régularisation de toute offre irrégulière ou inacceptable, y compris pendant la négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera éliminée.

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seront constatées dans la décomposition d'un prix forfaitaire ou dans un unitaire figurant dans l'offre du candidat, il n'en sera pas tenu compte dans le jugement de la consultation.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition d'un prix forfaitaire ou le prix unitaire correspondant : en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Pour le jugement de la consultation, c'est le montant reporté à l'acte d'engagement (article X) qui fera foi.

▪ **Note sur la valeur technique (sur 40 points)**

La valeur technique des prestations sera jugée au regard d'un mémoire justificatif.

Ce document comprendra toutes justifications et observations de l'entreprise ; il permettra en outre de juger et noter la valeur technique de l'offre de l'entreprise.

Il devra notamment faire apparaître :

- les délais d'exécution proposés par le candidat,
- les moyens humains, matériels et techniques mis en œuvre par le candidat pour l'exécution du marché,
- les fiches techniques des matériaux utilisés.

▪ **Note finale (sur 100 points)**

La note finale sera calculée de la sorte :

$$N = N_p + N_t$$

Avec :

N : Note totale sur 100

N<sub>p</sub> : Note sur le prix

N<sub>t</sub> : Note technique

Le candidat dont l'offre a obtenu la note N la plus élevée est classé premier. Il est déclaré attributaire à condition qu'il fournisse les certificats, attestations ou déclarations mentionnés aux articles R 2143-3 à R2143-11 du code de la commande publique, sous peine d'être éliminé.

**En cas d'égalité de classement de plusieurs offres, le critère prix sera déterminant et privilégié dans le classement.**

## **Article 6 - Négociation**

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de négocier avec les candidats ayant présenté une offre.

Cette négociation peut porter sur tous les éléments de l'offre, notamment sur le prix.

Cette négociation pourra être limitée aux seuls candidats les mieux classés, voire au seul candidat arrivé en première position si le maître d'ouvrage le juge adapté.

Le pouvoir adjudicateur peut néanmoins attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans négociation.

**S'il devait constater des incohérences, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de négocier avec un ou plusieurs candidats la répartition entre les prix unitaires sans toutefois modifier le montant des offres.**

## **Article 7 – Pièces à remettre par le candidat retenu**

Le candidat retenu ne saurait être désigné définitivement comme titulaire du marché qu'à la condition de produire dans **un délai de 10 jours** les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par l'acheteur :

Document	Descriptif
Certificat de régularité fiscale	Attestation délivrée par la DGFiP certifiant de la régularité de la situation de l'attributaire au regard de ses obligations fiscales, de moins d'un mois (y compris celui de la maison mère en cas de



Document	Descriptif
	filiale)
Certificat de régularité sociale	Attestation délivrée par l'URSSAF (ou autre organisme) de moins de 6 mois
RIB	Relevé d'Identité Bancaire
Travailleurs étrangers	La liste des travailleurs étrangers employés ou une attestation de non emploi
Travailleurs handicapés	Déclaration d'emploi de travailleurs handicapés (incluse si attestation URSSAF)
PV Comité social et économique	Le procès-verbal du Comité social et économique pour les sociétés de plus de 50 salariés
Assurances	Attestation d'assurance en responsabilité civile professionnelle couvrant les risques inhérents aux prestations du marché, pour l'année en cours. Attestation d'assurance en responsabilité décennale pour les travaux objet de la mission du présent marché. En cas de sous-traitance, le titulaire devra justifier d'une assurance en responsabilité civile professionnelle et décennale pour les prestations sous-traitées.

#### **Article 8 - Renseignements complémentaires**

Pour obtenir tous renseignements complémentaires, d'ordres technique et administratif qui leur seraient nécessaires, les candidats devront faire parvenir une demande via le profil acheteur du pouvoir adjudicateur à l'adresse suivante :

<https://marches.megalis.bretagne.bzh>

#### **Article 10 - Informations sur les recours**

En cas de litige de la présente consultation, seul le tribunal administratif de RENNES siégeant à l'adresse ci-dessous, sera compétent pour connaître d'un éventuel recours contentieux.

Tribunal Administratif de RENNES  
Hôtel Bizien – 3 contour de la Motte – CS 44416 - 35044 RENNES  
Téléphone : 02 23 21 28 28 – Fax : 02 99 63 56 84  
Courriel : [greffe.ta-rennes@juradm.fr](mailto:greffe.ta-rennes@juradm.fr)

Toute demande d'informations sur les voies et droits de recours doit être formulée auprès de la présente juridiction.